



## Les Hauts-de-France parmi les régions les moins pourvues en emplois publics

En Hauts-de-France, en 2016, la fonction publique rassemble 461 000 agents, hors bénéficiaires de contrats aidés. Avec 76,7 emplois publics pour 1 000 habitants, la région a un des taux les plus bas de France. Rapportés à la population, les services de l'État fournissent moins d'emplois publics que dans les autres régions. Une des raisons est la conséquence de la réforme de la carte militaire démarrée en 2008. Cependant, la région compte proportionnellement plus d'emplois publics dans les ministères en charge de l'éducation et de la recherche que la moyenne des régions de province. Depuis de nombreuses années, le taux d'administration est plus faible dans la région qu'en France de province. Avec la stabilité des emplois publics depuis 2010 et la croissance de la population, ce taux est même en légère diminution. Par ailleurs, la région est la mieux dotée en contrats aidés.

Didier Castille, Line Leroux

Au 31 décembre 2016, la région des Hauts-de-France compte 461 000 agents de la fonction publique, hors bénéficiaires de contrats aidés (*méthodologie*). Ils représentent 8,7 % de l'emploi public de France métropolitaine et 11,0 % de celle de province. En effectifs, la région se classe 5<sup>e</sup> après l'Île-de-France, qui concentre la plupart des emplois publics à compétence nationale, Auvergne-Rhône-Alpes, la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie.

En Hauts-de-France, les services de l'État rassemblent 40,9 % de l'emploi public régional, la fonction publique territoriale 34,6 % et la fonction publique hospitalière 24,5 %.

Les trois quarts des agents de la fonction publique régionale sont titulaires, c'est-à-dire fonctionnaires. Cette proportion est équivalente à la moyenne de province. Les titulaires sont un peu plus représentés dans les collectivités territoriales (78,2 %) que dans la fonction publique de l'État (73,6 %) ou hospitalière (72,5 %).

### 1 Les services de l'État moins présents dans les Hauts-de-France

Nombre d'emplois publics et taux d'administration pour 1 000 habitants

		Nombre d'emplois publics dans les Hauts-de-France	Taux d'administration (en ‰)	
			Hauts-de-France	Province
Fonction publique de l'État	Éducation, Recherche	125 800	20,9	19,7
	Intérieur	20 800	3,5	3,6
	Économie	11 100	1,8	2,0
	Justice	8 500	1,4	1,2
	Défense	5 800	1,0	4,2
	Autres	16 700	2,7	3,4
Fonction publique hospitalière	Établissements d'hospitalisation	101 900	17,0	16,2
	Établissements publics sociaux et médico-sociaux	11 200	1,9	2,1
Fonction publique territoriale	Région	8 800	1,5	1,2
	Départements	37 800	6,3	6,0
	Communes	91 200	15,2	15,9
	Intercommunalités	21 400	3,6	4,5
Total		461 000	76,7	80,2

Champ : postes principaux non annexes actifs au 31/12/2016 au lieu de travail dans la fonction publique, hors contrats aidés.  
Source : Siasp 2016, recensement de la population 2016.

## Une densité d'emplois publics moindre en Hauts-de-France...

La région des Hauts-de-France dispose de 76,7 emplois publics pour 1 000 habitants en 2016, hors contrats aidés (figure 1). Ce taux d'administration est inférieur à celui de la France métropolitaine (82,3) ou de l'ensemble des régions de province (80,2).

Parmi les régions les plus peuplées de province, la situation des Hauts-de-France est en retrait des régions du Grand Est (79,5), de l'Occitanie (82,1) ou encore de Provence-Alpes-Côte d'Azur (86,4), et s'apparente à celle d'Auvergne-Rhône-Alpes (77,6).

Dans la région, il y a proportionnellement moins d'emplois publics dans la fonction publique d'État (31,4 emplois pour 1 000 habitants contre 34,2 en moyenne de province) et dans l'administration territoriale (26,5 emplois publics pour 1 000 habitants contre 27,7 en moyenne de province) (figure 2). En revanche, la fonction publique hospitalière régionale emploie un peu plus qu'en moyenne de province : 18,9 emplois publics contre 18,3.

## ... due en partie à une faible représentation des emplois publics des armées

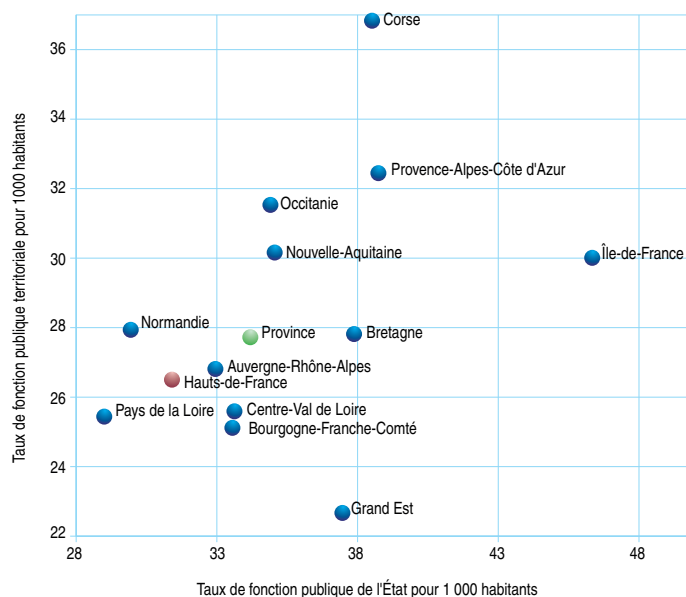
Le moindre poids de l'emploi public en Hauts-de-France est une constante depuis de nombreuses années. Entre 2010 et 2016, les effectifs de la fonction publique se sont très légèrement accrus (+ 0,7 %), mais moins que la population (+ 1,0 %), conduisant à une baisse mécanique du taux d'administration.

L'écart avec les autres régions est notamment lié à la réforme de la carte militaire lancée en 2008. Il en a résulté la fermeture de nombreux établissements militaires dans la région (Cambrai, Creil, Senlis, Noyon, Compiègne, etc.). Les effectifs locaux de la Défense sont désormais significativement moindres dans les Hauts-de-France (5 800 militaires en 2016, soit 1,0 emploi public pour 1 000 habitants) qu'en moyenne de province (4,2).

À l'inverse, les agents des ministères en charge de l'éducation et de la recherche, qui représentent les deux tiers de l'emploi public de l'État avec 126 000 salariés en 2016, sont plus nombreux dans les Hauts-de-France (20,9 emplois pour 1 000 habitants) que dans l'ensemble des régions de

## 2 Les Hauts de France moins bien pourvus que les autres régions

Taux d'administration de l'État et des collectivités territoriales des régions en 2016



Note de lecture : le point rouge représente la région des Hauts-de-France qui compte 31,4 emplois publics de l'État pour 1 000 habitants (valeur en abscisse) et 26,5 emplois publics territoriaux (valeur en ordonnées).  
Champ : postes principaux non annexes actifs au 31/12/2016 au lieu de travail dans la fonction publique, hors contrats aidés.

Source : Insee, Siasp 2016, recensement de la population 2016.

province (19,7). Cela s'explique par la jeunesse de la population régionale. Dans une moindre mesure, le ministère de la Justice est également mieux doté dans la région.

Avec 112 600 salariés, les communes et intercommunalités de la région consacrent 18,8 emplois publics pour 1 000 habitants en 2016, soit 1,6 de moins qu'en moyenne de province (20,4). Ces taux sont identiques à ceux de 2010. ■

## La région la plus dotée en contrats aidés en 2016

La fonction publique des Hauts-de-France emploie 26 800 personnes en contrats aidés au 31/12/2016. Ce volume important (15,8 % des contrats aidés non marchands de France métropolitaine) place la région au premier rang devant l'Île-de-France (21 100), l'Occitanie (19 100), la Nouvelle-Aquitaine (18 200) et Auvergne-Rhône-Alpes (17 500).

La fonction publique territoriale joue un rôle notable dans ce dispositif : un contrat aidé sur cinq passés au niveau national par les administrations territoriales est localisé dans les Hauts-de-France. Avec 15 100 bénéficiaires, les collectivités territoriales assument la plus grande part des contrats du secteur non marchand dans la région (56 %), et plus spécifiquement les communes (47 %). Ces proportions sont nettement plus élevées qu'en moyenne des régions de province (respectivement 47 % et 36 %).

L'essentiel des 9 200 personnes sous contrat aidé dans la fonction publique d'État est sous tutelle des ministères en charge de l'éducation et de la recherche, soit 93 %, une proportion équivalente à celle des autres régions. Enfin, 2 500 bénéficiaires de contrats aidés dans les Hauts-de-France exercent dans la fonction publique hospitalière. Ce total positionne la région au deuxième rang derrière la Nouvelle-Aquitaine et à égalité avec Auvergne-Rhône-Alpes.

## Méthodologie

L'emploi public est défini selon une acception juridique de la fonction publique : il s'agit des personnes en activité au sein d'organismes dont le statut commun de recrutement, repéré par sa catégorie juridique, est le droit public. Par ailleurs, certains de ces organismes emploient également des personnes bénéficiaires de contrats aidés de droit privé (principalement le contrat d'accompagnement dans l'emploi, déclinaison du contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand).

La fonction publique française est composée de trois versants : État, territoriale et hospitalière. Ses agents peuvent être titulaires ou non (contractuels). Sont comptabilisés comme emplois de la fonction publique tous les postes principaux actifs non annexes actifs au 31 décembre, au lieu de travail identifié dans le Système d'information sur les agents des services publics (SIASP).

### Insee Hauts-de-France

130 avenue du Président J.F. Kennedy  
CS 70769 59034 Lille Cedex

### Directeur de la publication :

Jean-Christophe Fanouillet

### Rédacteur en chef :

Hugues Lermechin

ISSN 2494-3606

© Insee 2018

Crédits photos : © Laurent Ghesquière

## Pour en savoir plus

- « [En 2017, l'emploi public est quasiment stable malgré la diminution des contrats aidés](#) », Insee Première n° 1741, mars 2019.
- « [L'emploi dans la fonction publique en 2016](#) », Insee Première n° 1691, mars 2018.
- « [Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – édition 2018](#) », Ministère de l'Action et des Comptes publics, décembre 2018.
- « [Une fonction publique hospitalière bien présente, mais des besoins importants](#) », Insee Analyses Hauts-de-France n° 23, août 2016
- « [Scolarisation dans le Nord-Pas-de-Calais : regards croisés sur les élèves et les enseignants](#) », Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais n° 13, février 2015

